



PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune de Mesnil-Saint-Nicaise
Société TEREOS SYRAL

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 21 FEV. 2017

Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2017 modifié portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la Préfecture de la Somme ;

Vu les actes délivrés à la SAS AMYLUM France puis TATE LYLE France puis TEREOS SYRAL, les autorisant à exploiter les installations classées de l'établissement de fabrication de glucose sous diverses formes, d'éthanol et de polyols par hydrogénation de solution de sucres, implanté sur le territoire des communes de MESNIL-SAINT-NICAISE et de NESLE ;

Vu l'arrêté de suspension du 16 décembre 2013, à compter du 31 décembre 2014, du fonctionnement de la turbine à gaz n°1,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 février 2015 notamment relatif aux installations de combustion ;

Vu l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2015 susvisé qui dispose :

« Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques »

D'une manière générale les niveaux d'émissions des nouvelles chaudières respectent les valeurs définies par les Meilleures Techniques Disponibles, et à minima les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- *à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;*
- *à une teneur ramenée à 3 % en O₂ pour les chaudières et 15 % d'O₂ pour les turbines*

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduit n°1	Conduit n°2	STEIN 1	COGENERATION 2
Poussières	5	5	5	5
SO₂	35	35	35	35
NO_x en équivalent NO₂	100	100	100	100
CO	100	100	100	100

Ces dispositions s'appliquent aux installations existantes selon les modalités prévues à l'article 7 du présent arrêté. »

Vu l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2015 susvisé qui dispose :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants rejetés par son installation, dont les résultats sont enregistrés. [...] »

Paramètre	Fréquence	Méthode
Débit	continue	ISO 10780
O₂	continue	NF EN 14789
CO	continue	/
Poussières	annuelle	NF X 44052 et NF EN 13284-1
SO₂	estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation	/
	mesure semestrielle est effectuée en complément de l'estimation	NF EN 14791
NO_x	continue	NF EN 14792

Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 20 janvier 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que la société TEREOS SYRAL a réorganisé en 2015 ses installations de combustion, notamment par :

- la mise à l'arrêt de la turbine à gaz liée à la ligne de co-génération n°1 qui ne respectait pas la valeur limite de rejet en oxydes d'azote imposée par l'arrêté ministériel du 26 août 2013 applicable et qui faisait l'objet à ce titre d'un arrêté de suspension pris en date du 16/12/2013;

- le maintien de l'exploitation de la chaudière de post combustion nommée STEIN 1 liée à l'ancienne ligne de co-génération n°1;

Considérant que dans le dossier de porter à connaissance des modifications susvisées transmis par la société TEREOS SYRAL en application de l'article R512-33 du code de l'environnement, la société TEREOS SYRAL indiquait que *« les rejets atmosphériques de la chaudière de post combustion Stein 1 maintenue en place seront également conformes aux valeurs limites définies dans l'arrêté du 26 août 2013. » « Avec l'arrêt de la turbine à gaz TAG 1, la teneur en NOx de la chaudière Stein 1 va être réduite de 160 mg/Nm³ à 15 % d'O₂ à moins de 100 mg/Nm³ à 3 % d'O₂. »*

Considérant que la société TEREOS SYRAL est, sur la base des déclarations des émissions atmosphériques, le premier contributeur industriel du département de la Somme pour les rejets en Nox ;

Considérant le courrier reçu le 07 décembre 2016 de la société Tereos Syral relatif aux résultats d'autosurveillance des rejets atmosphériques des installations de combustion pour les mois d'octobre et novembre 2016,

Considérant que l'analyse de ces résultats met en évidence des dépassements de la valeur limite en oxyde d'azote fixée pour les rejets de la chaudière STEIN 1 chaque jour de fonctionnement de celle-ci et que certains jours ces dépassements représentent le double de la valeur limite imposée ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2015 susvisé ;

Considérant que ce courrier est incomplet, du fait de l'absence :

- de données sur les débits ;

- de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2015 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TEREOS SYRAL de respecter les prescriptions des articles 5.3 et 6 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 - La société SAS TEREOS SYRAL dont le siège social est situé ZI et Portuaire à MARCKOLSHEIM (67390) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mesnil-Saint-Nicaise, au 46 rue de Nesle – BP70007, à compter de sa notification.

Article 2 - La société TEREOS SYRAL est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2015 en respectant les valeurs limites imposées aux rejets atmosphériques de ses installations de combustion.

Article 3 - La société TEREOS SYRAL est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2015 en transmettant à l'inspection des installations classées l'ensemble des informations requises dans le cadre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques de ses installations de combustion.

Article 4 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article R.514-3-1 du même code.

Article 6 – Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspecteur des installations classées et tous agents qualifiés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Tereos Syral et dont une copie sera adressée au maire de Mesnil-Saint-Nicaise.

Amiens, le 21 FEV. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY